

Document 1 : La lutte des classes

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes.

Homme libre et esclave, patricien (1) et plébéien (2), baron et serf, maître de jurande (3) et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés en perpétuelle opposition, ont mené une lutte ininterrompue, tantôt secrète, tantôt ouverte et qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de toute société, soit par la ruine commune des classes en lutte. [...]

La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer à celles d'autrefois, de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppressions, de nouvelles formes de luttes. Notre époque – l'époque de la bourgeoisie – se distingue cependant par la simplification des antagonismes de classes. La société tout entière se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat. [...]

À mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont un article de commerce comme un autre ; ils sont exposés, par conséquent, à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché. Le développement du machinisme et la division du travail, en faisant perdre au travail de l'ouvrier tout caractère d'autonomie, lui ont fait perdre tout attrait ; le producteur devient un simple accessoire de la machine, on exige de lui que l'opération la plus simple, la plus monotone, la plus vite apprise.

K.Marx, F.Engels, *Le manifeste communiste*, 1848, in *Œuvres*, t.1, Gallimard.

Document 2 : classe en soi/classe pour soi

La grande industrie agglomère dans un endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance - coalition. Ainsi la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste. Si le premier but de résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que les capitalistes à leur tour se réunissent dans une pensée de répression, les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus nécessaire pour eux que celui du salaire. Cela est tellement vrai, que les économistes anglais sont tout étonnés de voir les ouvriers sacrifier une bonne partie du salaire en faveur des associations qui, aux yeux de ces économistes, ne sont établies qu'en faveur du salaire. Dans cette lutte - véritable guerre civile - se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivée à ce point-là, l'association prend un caractère politique.

Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n'avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe.

K.Marx, *Misère de la philosophie*, 1847, in *Œuvres*, t.1, Gallimard.

Document 3 : Les paysans parcellaires

Les paysans parcellaires constituent une masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation, mais sans être unis les uns aux autres par des rapports variés. Leur mode de production les isole les uns des autres, au lieu de les amener à des relations réciproques. Cet isolement est encore aggravé par le mauvais état des moyens de communication en France et par la pauvreté des paysans. L'exploitation de la parcelle ne permet aucune division du travail, aucune utilisation des méthodes scientifiques, par conséquent, aucune diversité de développement, aucune variété de talents, aucune richesse de rapports sociaux. Chacune des familles paysannes se suffit presque complètement à elle-même, produit directement elle-même la plus grande partie de ce qu'elle consomme et se procure ainsi ses moyens de subsistance bien plus par un échange avec la nature que par un échange avec la société. La parcelle, le paysan et sa famille ; à côté, une autre parcelle, un autre paysan et une autre famille. Un certain nombre de ces familles forment un village et un certain nombre de villages un département. Ainsi, la grande masse de la nation française est constituée par une simple addition de grandeurs de même nom, à peu près de la même façon qu'un sac rempli de pommes de terre forme un sac de pommes de terre. Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent les unes des autres et opposent leur genre de vie, leurs intérêts et leur culture à ceux des autres classes de la société, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique.

K.Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852, in *Œuvres*, t.4, Gallimard.

Document 4 : de la situation de classe à la classe

Nous appelons «situation de classe» la chance typique qui, dans un régime économique donné, résulte du degré auquel et des modalités d'utilisation selon lesquelles un individu peut disposer (ou ne pas disposer) de biens ou de services afin de se procurer des rentes ou des revenus [...]. Nous entendons par « classe » tout groupe d'individus qui se trouvent dans la même situation de classe [...].

Peuvent exister des sociations d'individus ayant des intérêts de classe (groupements de classe). Mais ce n'est pas nécessairement le cas : la situation de classe et la classe n'indiquent en elles-mêmes que des états de fait, [caractérisés par] des situations d'intérêts typiques, égales (ou analogues), dans lesquelles l'individu isolé se trouve placé ainsi que d'autres, nombreux.

M.Weber, *Economie et société*, Plon, 1971, [1921].

Document 5 : les groupes de statut

[ChezWeber,] chaque groupe de statut est défini par le degré « d'honneur social » ou de prestige que les individus se reconnaissent mutuellement. En ce sens, les groupes de statut sont des communautés parce que leurs membres partagent des valeurs et des sentiments communs. Alors que les classes sociales sont différenciées en fonction de leur relation à la production et à la distribution de biens, les groupes de statut le sont à partir de leur mode de consommation et de leur style de vie. Appartenir à un même groupe de statut signifie avoir reçu un certain mode d'éducation et partager des goûts culturels.

Henri Mendras et Jean Étienne, *Les grands auteurs de la sociologie*, Hatier, 1996.

Document 6 : la moyennisation

"Les Français sont de plus en plus nombreux à se dire appartenir à la classe moyenne, ce qui est évidemment la négation d'une conscience de classe. En 1976, les trois-quarts des ouvriers se sentaient membres d'une classe sociale, en 1987 la moitié seulement. Aujourd'hui que le mouvement atteint son achèvement, peut-on encore parler de classe moyenne ? (...)

La classe moyenne est en train de se détruire elle-même en tant que classe, entraînant une transformation de toute la structure sociale qui enlève du même mouvement à la classe ouvrière et à la classe dirigeante leur caractère de classe au sens fort, marxiste du terme. S'il n'y a plus lutte entre-elles, comment se définiraient-elles l'une par l'autre ? Et en pure logique, si tout le monde est moyen, plus personne ne l'est.

Si l'on renonce à la vision marxiste et à la vision pyramidale, on peut proposer une "vision cosmographique." Regardons notre société comme un ciel où les étoiles s'organisent en constellations diverses plus ou moins amples, plus ou moins cristallisées. (...)

Les analyses de la stratification sont fondées sur deux échelles principales, le revenu et le niveau scolaire qui (...) délimitent un champ (...) sur lequel les CSP se distribuent selon un ordre qui n'est pas une hiérarchie unidimensionnelle. Les groupes ouvriers et employés sont très proches les uns des autres, c'est à peine si les employés du commerce ont un revenu supérieur à celui des employés de l'industrie, bien que leurs diplômes soient légèrement inférieurs : toutes ces catégories peuvent être regroupées en un ensemble qu'on appellera constellation populaire. (...)

Les cadres, les enseignants et les ingénieurs sont plus dispersés que les groupes populaires mais assez proches les uns des autres quant au diplôme : ils forment une constellation centrale. (...)

(Si) on emprunte la forme de la goutte d'eau ou de la toupie qu'utilisent les analystes du revenu, on obtient un graphique (qui) rend compte grossièrement des proportions des différentes constellations : environ 50% pour la constellation populaire, 25% pour la constellation centrale, 15% pour les indépendants, 7% pour la pauvreté et 3% pour l'élite.

Il n'y a plus de classe moyenne puisque plus personne n'est pris en sandwich entre une bourgeoisie omniprésente et rusée et un peuple soumis mais sain - plus personne n'est moyen si tout le monde l'est plus ou moins !"

Mendras, Henri (1994), *La seconde Révolution française : 1965-1984*, Paris, Gallimard, coll. "folio Essais", p. 60-67.

Document 7 : l'homogénéisation des conditions de vie

Dans les sociétés européennes du XIX^e siècle, paysans, ouvriers et bourgeois différaient profondément par leurs modes de vie. Ces différences se sont, dans une mesure importante, estompées.

Dans le cas du monde ouvrier, l'évolution est moins radicale [que pour les paysans] mais le mode de vie ouvrier a aussi perdu de sa spécificité. Il n'est plus possible aujourd'hui d'isoler, comme le faisait Maurice Halbwachs dans l'entre-deux-guerres, le style de vie ouvrier et le style de vie bourgeois. La répartition des dépenses de l'ouvrier français s'est nettement rapprochée de celle des membres des autres catégories. Le temps libre, la voiture, l'équipement ménager, la radio et la télévision ont contribué à son "embourgeoisement". Les ouvriers ont moins de ressources en moyenne que les autres, leurs conditions de travail - et notamment leurs horaires - restent différents mais ils ne se singularisent plus véritablement par leur mode de vie.

Cette tendance à l'homogénéité sociale est manifeste dans de multiples aspects de la vie quotidienne : la télévision parle urbi et orbi, elle s'adresse à des masses non à des classes, les embouteillages du dimanche soir rassemblent, si l'on peut dire, un peu tout le monde, le vêtement distingue beaucoup moins qu'autrefois les sexes, les âges et les milieux sociaux - la casquette de l'ouvrier s'opposait au chapeau du bourgeois, aujourd'hui le *jean* ignore les distinctions de classe...

P.Bénéton, *Les classes sociales*, PUF, 1997.

Document 8 : les inégalités salariales générationnelles

Longtemps, les entreprises ont réussi à maintenir entre les vieux et les jeunes, les anciens et les nouveaux, un traitement salarial qui présentait le grand avantage de faire la part belle à la fois à l'expérience des aînés et à l'innovation apportée par les forces neuves. Pendant toute la période où la France a connu de forts taux de croissance, s'est progressivement mise en place, dans les entreprises, un régime de relations entre les générations qui reconnaissait les mérites respectifs des uns et des autres, tout en s'inscrivant dans le droit fil des valeurs qui régissaient les rapports entre générations au sein de la famille. Cette tendance bien établie s'est brisée aux alentours des années 1975 et a durablement perturbé le système de relations, bien au-delà des frontières des entreprises [...]

Le salaire et l'évolution des rémunérations au cours de la vie active constituaient la clé de voûte de ce système. Le principe en était simple : les nouveaux salariés entrant sur le marché du travail étaient embauchés à un salaire supérieur à celui auquel avaient été embauchés leurs aînés. Autorisé par la forte croissance économique, ce mécanisme permettait d'un seul coup de satisfaire les intérêts des anciens et des nouveaux sans jamais exacerber les écarts de traitement entre eux. [Ce mécanisme avait] eues conséquences d'une portée sociale considérable :

- les travailleurs dans la force de l'âge étaient toujours, à un instant donné, mieux payés que les plus jeunes et les plus vieux,
- l'écart entre les rémunérations les plus fortes et les plus faibles demeurant toujours limité ;
- les salaires des individus s'élevaient en général tout au long de leur carrière, comme l'ont montré toutes les analyses statistiques effectuées sur les carrières individuelles [...]

C'est ce modèle tout entier qui est mis en péril aux alentours de 1975 par le renversement de la tendance salariale. Dès lors que les salaires d'embauche ne progressent plus d'une année sur l'autre, les nouveaux entrants se voient retirer le petit escabeau sur lequel la croissance les avait juchés et qui leur permettait de compenser le retard d'ancienneté et de carrière qui les séparait « naturellement » de leurs aînés. Les différentes générations ne sont alors plus séparées entre elles que par le temps de la carrière et de l'ancienneté, ce qui contribue à creuser les écarts de rémunération entre les classes d'âge et par là les statuts sociaux associés à ces âges [...].

Les disparités de salaire entre classes d'âge se sont donc fortement creusées depuis trente ans alors que l'élévation continue du niveau et des qualifications des nouvelles générations, sorties frais émoulues du système d'enseignement, laissait attendre une diminution de ces inégalités. À s'en tenir à ces seules dimensions macrosociales, une nouvelle ligne de fracture semble apparaître dans la société française qui viendrait s'ajouter à des clivages plus anciens : riches et pauvres, exclus et nantis, français et immigrés, centres-ville et banlieues, etc. De fait, entre jeunes et vieux, se creuse aujourd'hui un fossé qui sépare d'un côté, ceux qui cumulent les attributs majeurs de la puissance sociale, et de l'autre, ceux qui concentrent sur leurs têtes la majorité des handicaps.

C.Baudelot, R.Estabet, *Une jeunesse difficile*, ENS, 2007

Document 9 : l'éclatement de la classe ouvrière

Dévalorisation du travail ouvrier, affaiblissement de la résistance collective, affrontement des générations à l'usine et dans les familles, crise du militantisme syndical et politique, montée des tensions racistes sur fond de chômage de masse et de vulnérabilité croissante : un certain «groupe ouvrier» a vécu, celui des ouvriers d'industrie, organisés syndicalement et constitués politiquement, héritiers, en quelque sorte, de la «génération singulière» qui s'était construite dans les luttes sociales de 1936 et de l'immédiat après-guerre. Sans vouloir céder ici à l'illusion rétrospective et largement anachronique d'un âge d'or ouvrier — la condition ouvrière a toujours été une condition subie, soumise à la nécessité —, il n'en reste pas moins que les ouvriers du temps de la « classe ouvrière » disposaient d'un capital politique accumulé (les partis « ouvriers », les syndicats), d'un ensemble de ressources culturelles (des associations se référant sans honte au mot ouvrier) et symboliques (la fierté d'être ouvrier, le sentiment d'appartenir à la « classe »), qui permettaient de défendre collectivement le groupe, y compris les «conservateurs», limitant ainsi l'emprise de la domination économique et culturelle.

Il existait aussi, hors de l'usine, ce qu'on peut appeler une « société ouvrière » qui permettait à ses membres de vivre dans un entre-soi protecteur et rassurant au sein duquel s'épanouissait une culture spécifique dont les traits étaient proches de ceux décrits par Richard Hoggart, à propos des ouvriers anglais des années 1950 : opposition entre le monde des autres (« Eux ») et le « Nous » communautaire, liberté accordée aux enfants et réalisme scolaire, répartition traditionnelle des rôles dans le couple. Dans ce monde intégré, diverses instances de socialisation (cercles laïques. Jeunesse communiste ou Jeunesse ouvrière chrétienne, colonies de vacances, activités culturelles et de loisir des comités d'entreprise) encadraient la jeunesse dans les zones urbaines et contribuaient à la transmission des mêmes valeurs. Cette longue période durant laquelle l'existence de la classe ouvrière apparut comme une évidence semble aujourd'hui révolue. La « classe ouvrière » en tant que telle a éclaté sous l'impact de différentes forces centrifuges : désindustrialisation de l'Hexagone, perte de ses bastions traditionnels (le Nord et la Lorraine, la Loire, Renault-Billancourt), informatisation de la production et chute de la demande de travail non qualifié, division géographique de l'espace ouvrier, différenciation sexuelle du groupe, déclin continu et accéléré du PCF, perte de l'espoir collectif et diminution corrélative du sentiment d'appartenance à la classe, sans oublier le désintérêt désormais affiché des intellectuels pour tout ce qui touche au monde ouvrier.

Les ouvriers tendent ainsi à se transformer en un groupe « objet », dépossédé progressivement de ses instruments de lutte, et inspirant tantôt le mépris, tantôt la compassion. Les forces qui les unissent sont désormais négatives : le vieillissement, la peur du chômage et du déclassement social.

S.Beaud, M.Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, La Découverte, 1999.

Document 10 : la persistance des classes populaires

L'analyse sur plus de 30 ans de la composition de la population active montre que les catégories moyennes et supérieures du salariat se développent et que les ouvriers déclinent numériquement : ils ne sont « plus que » 30 % de la population active en l'an 2000, contre 40 % en 1969. A ce rythme, ils auront disparu dans 90 ans. Dans le même temps, les employés ont connu une expansion régulière. Certains sociologues comme Nisbet considéraient que le tertiaire est peu ou pas hiérarchisé, ne créant pas de système de classes simplement repérable. L'analyse des situations des ouvriers et des employés, notamment pour les salaires, mais aussi pour tout un ensemble de critères, montre, bien au contraire, que les employés sont d'un point de vue structurel des ouvriers des services, c'est-à-dire des travailleurs routiniers du tertiaire dont le travail est tout aussi peu valorisé économiquement que celui des ouvriers. Au total, si nous considérons la somme des ouvriers et des employés, nous obtenons une part stable depuis 30 ans, de l'ordre de 60 % de la population active (contremaîtres compris). Autrement dit, les classes populaires forment une part majoritaire, étonnamment stable, de la population française.

L.Chauvel, "Le retour des classes sociales", *Revue de l'OFCE*, n°79, 2001.

Document 19 : les classes moyennes : des classes paradoxales ?

La formation d'une classe exige la coalescence de deux facteurs simultanés. Le premier relève de l'existence d'une position économique spécifique, susceptible de définir des conflits d'intérêt avec les autres classes en présence. Le second relève de la prise de conscience d'une communauté de condition et de destin au sein de cette classe. Le premier facteur est objectif, le second subjectif.

Est-il possible de voir apparaître un de ces deux facteurs sans l'autre ? Les deux siècles derniers nous apprennent qu'il est rare que les deux dimensions soient en conjonction: des classes en soi semblent ne pas avoir pris conscience de leur spécificité et n'avoir pas *a fortiori* agi conformément à cette spécificité dans l'espace politique [...].

Le monde des classes moyennes offre depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale un exemple de structure sociale objectivement friable, mais capable de susciter une prise de conscience et un sentiment d'adhésion puissant, même au sein de populations qui ne devraient en aucune façon s'y assimiler raisonnablement [...].

Ainsi, les classes moyennes forment une structure singulière : plus encore que la paysannerie française parcellaire du temps de Marx - une classe « sac à patates » -, la classe moyenne forme un ensemble hétéroclite dont l'unité s'est fondée, un temps, sur l'espoir d'un changement social et culturel radical, virtuellement partagé par l'ensemble de la population. Sans véritable existence substantielle, elle a toutefois réalisé son utopie - du moins en apparence et pendant *un certain temps* - dans la sphère symbolique. La difficulté est que la sphère réelle finit toujours par faire son retour [...] : les difficultés des nouvelles générations, l'apparition de nouveaux phénomènes de déclassement, l'impression de voir émerger un nombre croissant de candidats surdiplômés pour un nombre déclinant de postes, les difficultés d'accès au logement, les interrogations croissantes sur la pérennité d'un Etat-providence pourvoyeur d'emplois et de ressources précisément à l'attention de ces classes moyennes sont autant de symptômes d'un malaise, sinon d'une « panique des classes moyennes ».

L.Chauvel, *Les classes moyennes à la dérive*, Le Seuil, 2006.

Document 20 : la société française est-elle encore une société de classes ?

Je pense, comme bien d'autres, que la société française d'aujourd'hui demeure une société de classes. Ou plus exactement, il me semble que l'on peut dire qu'elle l'est à la fois moins et plus qu'elle ne l'était à la fin des 1970. Elle est certainement moins structurée en classes qu'il y a une trentaine ou une quarantaine d'années, et cela pour des raisons bien connues, notamment le fait que le sentiment d'appartenance de classe a considérablement diminué dans les catégories les plus modestes de la hiérarchie sociale. Il a considérablement diminué dans le monde ouvrier et dans les catégories populaires. On ne trouve plus majoritairement aujourd'hui un sentiment d'appartenir à une classe ouvrière comme on pouvait le constater très majoritairement dans les années 1960. À cela s'ajoutent de nombreux phénomènes : l'école et les médias ont pénétré dans tous les milieux ; les frontières culturelles se sont atténuées ; nous ne sommes plus du tout dans une société qui se caractériserait par des cultures de classes tranchées. En ce sens, à bien des égards, la société dans laquelle nous vivons est beaucoup moins nettement structurée en classes qu'elle ne l'était il y a une quarantaine d'années.

Et en même temps, sur d'autres plans, on peut aussi dire que le caractère de classe de cette société s'est à certains égards accentué. Non

seulement les grandes inégalités sociales se sont pour l'essentiel maintenues en se déplaçant, mais il n'est pas exagéré de dire que certaines se sont durcies. Les inégalités salariales, par exemple, qui baissaient dans les années 1960 et 1970, ne diminuent plus aujourd'hui. Plus largement, ce sont aussi certaines frontières sociales qui se sont durcies. Une partie des catégories populaires, par exemple, a été aspirée par des situations de précarité, alors que, de l'autre côté de la hiérarchie sociale, les sociologues de l'urbain nous montrent qu'en termes de logement, de choix du quartier, de choix de la résidence et du lycée pour les enfants, les comportements d'une partie importante des catégories supérieures, notamment les cadres du privé et les professions libérales, sont de plus en plus autoségrégatifs et manifestent un évitement systématique de la mixité sociale. De nouvelles frontières sociales sont apparues avec l'importance prise par le diplôme. Les mobilités ouvrières dans les entreprises, par exemple, sont aujourd'hui quasiment bloquées au-delà d'un certain seuil : faute de diplômes, il est de plus en plus difficile pour les ouvriers professionnels de sortir de la condition ouvrière. C'est en ce sens qu'il me semble que l'on peut dire que la société qui est aujourd'hui la nôtre est à la fois moins et plus, plus et moins une société de classes qu'elle ne l'était il y a une quarantaine d'années.

O.Schwartz, "Vivons-nous encore dans une société de classes", *laviedesidees.fr*, 2009.

Document 21 : la reconstruction d'une théorie des classes sociales

Des bibliothèques entières sont consacrées à cette question hors de tout consensus : nous n'avons pas de définition universellement acceptée des classes sociales. Tenter une exégèse systématique est le meilleur moyen de se fourvoyer, mais il est possible de caricaturer les positions en opposant deux courants de la sociologie. D'un côté, nous avons une tradition marxiste, selon laquelle les classes sociales sont des collectifs structurés par une position spécifique dans le système économique définie par la propriété des moyens de production (ou son absence), marqués par un conflit central (l'exploitation, ou la répartition conflictuelle de la plus-value), animés par la conscience collective de leur être et de leur intérêt. Cette tradition est parfois qualifiée de *holiste* (*holon* = tout) parce qu'ici, la totalité est plus que la somme des individus qui la forment, la classe existant indépendamment et au-dessus de ses membres, en leur dictant leur rôle, par delà la capacité de création des individus, qui pourrait bien dans cette approche n'être qu'un leurre. Cette tradition est qualifiée aussi de réaliste, parce que les classes sont supposées former des entités véritables et tangibles, et non pas des constructions intellectuelles.

D'un autre côté, la tradition weberienne suppose que les classes sociales sont des groupes d'individus semblables partageant une dynamique probable similaire (Max Weber parle de *Lebenschancen* ou « chances de vie »), sans qu'ils en soient nécessairement conscients. La démarche est qualifiée d'individualiste et de nominaliste : la classe sociale est avant tout l'ensemble des individus que le chercheur décide de nommer ainsi selon ses critères propres.

Les marxistes attendent donc beaucoup de la classe sociale, alors que les weberiens y voient un mode de découpage parmi d'autres : les uns conçoivent difficilement des classes sociales sans conscience de classe, sans être des classes *en soi et pour soi*, des groupes visibles, en mesure de construire leur propre histoire collective, alors que les autres ne voient qu'un empilement de strates.

Par un curieux retournement, on constate que l'approche marxiste est très (trop) exigeante : cette définition porte souvent à conclure qu'il n'existe plus de classe sociale, faute de conflictualité radicale. Au contraire, l'approche weberienne pousse à admettre la pérennité des classes : la notion est licite dès que des groupes inégaux aux destins sociaux distincts sont repérés. Mais, en ce cas, le contenu social et symbolique de la classe sociale est limité.

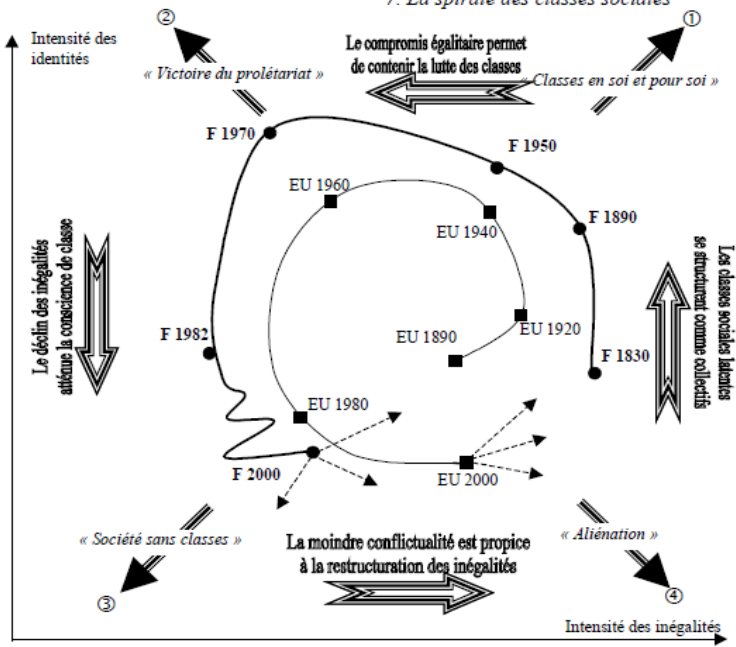
Pour sortir des apories des deux courants, lorsque l'on travaille sur l'ensemble de la sociologie des classes (et sur les auteurs qui les remettent en cause), il est possible d'élaborer une définition susceptible de donner lieu à un ensemble de critères tangibles. On pourrait parler de classes sociales pour des catégories qui sont d'une part inégalement situées — et dotées — dans le système productif, et d'autre part marquées par une forte *identité de classe* ; cette identité pourrait avoir trois dimensions repérables : d'abord, l'*identité temporelle*, c'est-à-dire la permanence de la catégorie, l'imperméabilité à la mobilité intra- et intergénérationnelle, l'absence de porosité aux échanges matrimoniaux avec les autres catégories (homogamie) ; ensuite, l'*identité culturelle*, c'est-à-dire le partage de références symboliques spécifiques, de modes de vie et de façons de faire permettant une inter-reconnaissance ; enfin, l'*identité collective* à savoir une capacité à agir collectivement, de façon conflictuelle, dans la sphère politique afin de faire reconnaître l'unité de la classe et ses intérêts.

Cette définition se fonde en premier lieu sur l'existence d'inégalités, particulièrement et non pas exclusivement sous le rapport de la propriété des moyens de production. L'existence d'inégalités n'est pas une condition suffisante, puisque, pour suivre Marx, la classe ne se réduit pas à la taille du porte-monnaie — même si elle y contribue —, mais intègre des éléments subjectifs, culturels et collectifs porteurs de conflictualité. En outre, les inégalités dont il est question ne sont pas simplement monétaires : au delà de la propriété des moyens de production proprement dits, les *qualifications reconnues* et la *maîtrise des processus de production* sont tout aussi essentielles, ce qui conduit à prendre en compte comme le fait Bourdieu la multidimensionnalité des ressources structurantes, entre capital économique, culturel (scolaire), social (relationnel), symbolique (idéologique) [...]

La théorie de la fin des classes sociales s'est le plus souvent fondée sur le constat de l'effondrement de la conscience de classes (ou de leur *identité collective*) pour en inférer la disparition des inégalités objectives qui la sous-tend, *alors que ces deux dimensions sont sinon indépendantes l'une de l'autre, en tout cas liées d'une façon non mécanique*. Une autre erreur manifeste de la théorie de la fin des classes est de croire en la linéarité de l'histoire sociale : parce qu'une tendance a été vraie lors des Trente glorieuses, beaucoup pensent qu'elle doit se prolonger encore 30 ans après, au même rythme. Il s'agit là d'une des plus grandes sources d'erreurs dans les diagnostics sociologiques. L'histoire du XXe siècle est celle des fluctuations respectives de la facette objective (les inégalités structurées) et subjective (les identités collectives) des classes sociales.

Pour sortir de cette vision, une lecture du long terme, fondée sur l'analyse des évolutions les plus fortes et en négligeant les aspérités du court terme, pourrait être la suivante. On peut représenter horizontalement l'intensité des inégalités et verticalement celle des identités. Plus une société se trouve à droite, plus elle correspond à une structure inégalitaire, et plus elle est en haut, plus elle correspond à une forte identité collective des classes sociales. Directionnellement, nous avons ainsi quatre types repérables. En haut à droite, nous avons une situation marquée par des inégalités fortes, mobilisées par une conscience de classe marquée : on est en présence d'un système de classes « en soi et pour soi ». En haut à gauche, les inégalités sont faibles, mais la conscience de classe forte ; on peut faire l'hypothèse que cette situation ne peut se constituer sans une histoire préalable de revendications abouties. En bas à droite, c'est la situation inverse, où les inégalités font exister des conditions de classes fortement opposées, sans que la conscience de ces classes n'existe ; il s'agit typiquement d'une situation d'aliénation du prolétariat. En bas à gauche, il s'agit plutôt (directionnellement et à la limite) de la situation d'une société sans classe : sans inégalité ni identité.

7. La spirale des classes sociales



Note : les points représentent la France et les Etats-Unis à différentes dates. Les positions sont relatives et restituent l'idée de dynamiques générales de différentes périodes.